Économistes Européens pour une Politique Économique Alternative en Europe

- EuroMemo Group -

L'intégration européenne à la croisée des chemins:

Approfondir la démocratie pour la stabilité, la solidarité et la justice sociale

- EuroMemorandum 2012 -

Résumé

L'aggravation de la crise de l'Union européenne

La crise de la zone euro menace l'avenir de l'intégration européenne. Mais au lieu de contester le pouvoir des institutions financières qui sont à l'origine de la crise, les autorités européennes ont imposé des programmes d'austérité à la Grèce et à d'autres pays périphériques de la zone euro. Elles ont élaboré des politiques centralisées pour imposer à tous les États membres une discipline budgétaire hautement restrictive qui risque de saper la légitimité démocratique de l'Union européenne (UE).

Les mesures budgétaires restrictives ont déprimé la demande en Europe, et les prévisions économiques pour 2012 indiquent une quasi-stagnation. Ce qui aggravera les difficultés des pays en déficit face au service de leur dette. Un sommet de la zone euro à la fin octobre 2011 a décidé que la dette de la Grèce devait être réduite de 50%, mais la panique a gagné les détenteurs d'obligations. Ce qui a affecté aussi de grands pays comme l'Italie et l'Espagne.

Les programmes d'austérité dans les pays européens de l'Est (Lettonie, Roumanie et Hongrie) et la périphérie de la zone euro (Grèce, Portugal et Irlande), ont conduit à des récessions particulièrement graves. Les coupes budgétaires importantes ont été accompagnées de demandes de privatisations et de déréglementation des marchés du travail.

Les pays voisins du Sud-Est de l'Union européenne et la Turquie, dont beaucoup étaient tributaires des entrées de capitaux, ont aussi été durement touchés par la crise. Comme les pays d'Afrique du Nord, ceux-ci avaient tous été fortement encouragé par l'UE à ouvrir leurs économies.

La croissance dans plusieurs pays européens, en particulier l'Allemagne, a bénéficié de la forte reprise du commerce mondial depuis 2010, mais comme les excédents générés par la Chine et le Japon, cela contribue à une extension dangereuse des déséquilibres mondiaux. Les faibles taux d'intérêt en Europe, et surtout les Etats-Unis, ont conduit à la déstabilisation des entrées de capitaux dans plusieurs pays à revenu intermédiaire, augmentant leurs taux de change.

La catastrophe de Fukushima a conduit l'Allemagne à rétablir son programme d'abandon de l'énergie nucléaire, mais cela n'a pas été fait ailleurs en Europe. Après l'échec de la conférence de Copenhague, l'UE n'a pas réussi non plus à formuler une réponse adéquate dans le domaine du changement climatique. La production agricole européenne, qui est basée sur un modèle industriel qui a échoué, a des effets sociaux et environnementaux négatifs dans l'UE et sape la capacité des pays en développement à se nourrir.

Les mauvaises politiques conduisent à de mauvais résultats - Une critique de la politique de l'Union européenne

L'UE n'a pas su apporter une réponse adéquate à la crise de la zone euro. Les réformes proposées pour le Pacte de stabilité et de croissance sont basées sur l'idée fallacieuse que, si les déficits publics sont limités, les forces du marché assureront un développement équilibré. Avant la crise l'Allemagne avait accumulé un très fort excédent de son compte courant, alors que des déficits importants dans le sud de l'Europe ont été financés par des entrées de capitaux. La crise financière en 2008 a conduit à une forte baisse des dépenses privées et nécessita une augmentation importante des dépenses publiques. La nouvelle législation de l'UE fait référence à la coordination des politiques, mais l'accent principal est mis sur la surveillance et les menaces pour soumettre les pays aux économies plus faibles à une tutelle élargie à tous les aspects de la politique publique.

Les banques européennes, qui ont subi des pertes importantes sur les obligations d'État, sont directement menacées par la crise de la zone euro. Mais elles ont conduit des campagnes massives de lobbying contre les réformes financières. Les modestes propositions touchant les produits dérivés et les exigences de capital propre pour les banques ont été vidées de leur substance. La Commission a proposé d'introduire une taxe sur les transactions financières, mais elle exclut les opérations de change et se heurte à l'opposition d'États jouant un rôle clé.

La crise a mis à nu les structures productives divergentes dans l'UE. Les politiques régionales ont mis l'accent sur les infrastructures physiques et la formation, mais aucune attention n'a été accordée aux politiques industrielles, que le noyau néo-mercantiliste autour de l'Allemagne n'a aucun intérêt à promouvoir. Les politiques de l'UE ont eu tendance à figer la division du travail existant en Europe. Imposer des politiques d'austérité aux pays périphériques va renforcer cette tendance.

La politique méditerranéenne de l'UE a été remise en question par les soulèvements populaires en Tunisie et en Égypte ; bien que la démocratisation ait été bien accueillie, le modèle économique qui a conduit à la poussée de la pauvreté et du chômage n'a pas été réexaminée et l'UE continue à promouvoir le libre-échange. La politique de voisinage et d'élargissement de l'UE est dans l'impasse, les négociations avec la Turquie et des pays de l'ex-Yougoslavie font peu de progrès et il y a beaucoup d'hésitation sur de futurs élargissements dans de nombreux États membres de l'UE.

La politique commerciale de l'UE, qui du bout des lèvres cherche à conclure le Cycle de Doha, a glissé de manière décisive vers la négociation d'accords bilatéraux de libre-échange. L'Union européenne exerce une pression croissante sur l'Afrique, les Caraïbes et le groupe des pays du Pacifique pour qu'ils signent des accords de partenariat économique, qui comportent des engagements élargis à ouvrir leurs pays au commerce et aux investissements de l'UE.

L'UE a adopté, à tort, le concept militaire de «sécurité» pour désigner une façon illusoire de sortir de la dépendance du marché mondial de l'énergie et des matières premières. Le nouveau document de la Commission sur la politique agricole fait un pas important vers des politiques durables. Mais s'il reconnait l'importance sociale du travail agricole, il ne réserve pas pour autant les subventions aux agriculteurs actifs.

Renforcer la démocratie et la justice sociale en Europe

La BCE doit agir immédiatement comme prêteur en dernier ressort sur le marché des obligations de la zone euro pour briser le cycle de la chute des cours et de la panique des vendeurs. Ensuite, l'importante expansion de la taille et de la puissance du secteur financier au cours des trois dernières décennies doit être radicalement inversée. Les banques commerciales et d'investissement devraient être séparées ; les banques coopératives, celles du secteur public, celles à but non lucratif devraient être encouragées à financer des projets d'investissements souhaitables sur le plan social et écologique ; les activités des banques d'investissement, les *hedge funds* et les fonds de capital-investissement devraient être étroitement limitées. La plupart des produits dérivés devraient être interdits, et tous les titres négociés sur des plates-formes publiques. Une taxe sur les transactions financières devrait être introduite sur toutes les transactions financières, et une agence européenne de notation publique créée.

Le niveau actuel de la dette publique, en particulier en Grèce, n'est pas soutenable. Un audit de la dette, comme cela a été fait en Equateur, devrait déterminer quelles dettes sont légitimes, et quelles institutions devraient supporter les décotes. Dans les pays ayant une dette publique très élevée, elle devrait être réduite grâce à un impôt sur la fortune des très riches. Pour éviter la spéculation contre les États plus faibles, les pays de la zone euro devraient échanger leurs obligations d'État contre des euro-obligations garanties conjointement.

Une politique monétaire commune devrait être accompagnée par une politique budgétaire commune. Le but devrait être de promouvoir le plein emploi, avec un travail de qualité. Les programmes d'austérité rendront plus difficile le remboursement de la dette, et les gouvernements ayant des déficits primaires devraient bénéficier de fonds pour faciliter l'activité économique. Un solide programme d'investissements publics est nécessaire, en particulier dans les pays périphériques de la zone euro. Le financement doit s'appuyer sur la Banque européenne d'investissement, qui est déjà habilitée à émettre des obligations. En lieu et place de l'accent exclusif sur les coupes dans les dépenses publiques, la réduction à long terme dans

l'imposition des revenus les plus élevés devrait être inversée. Interdire constitutionnellement les déficits publics est dangereusement restrictif et ne devrait pas être décidé.

Une politique salariale européenne coordonnée devrait garantir que la baisse généralisée de la part des salaires dans le revenu national soit inversée, et que les salaires dans les États à faibles salaires commencent à converger avec ceux à salaires plus élevés. Une réduction du temps de travail à 30 heures par semaine devrait être introduite, à la fois pour lutter contre le chômage et comme une contribution à la construction d'une société dans laquelle la vie n'est pas dominée par le travail salarié.

En lieu et place de programmes d'austérité, il y a un besoin de programmes qui s'attaquent aux problèmes structurels fondamentaux du capitalisme d'aujourd'hui. Les privatisations ont été contre-productives, conduisant à des systèmes de santé à deux vitesses, le rôle des services publics devrait être restauré. Les politiques de faibles salaires, prétendument destinées à améliorer la compétitivité dans les régions en développement, ont échoué. Le développement devrait plutôt être basé sur les technologies modernes, et les fonds structurels européens devraient être utilisés pour développer des secteurs productifs modernes. Afin de réduire les déséquilibres commerciaux, les États membres devraient chercher à réduire les importations, notamment par le développement de sources d'énergie renouvelables. Les coopératives peuvent jouer un rôle important pour intégrer des objectifs économiques et sociaux et promouvoir la production et la consommation locales. La flexicurité a augmenté l'insécurité de l'emploi, et pour combattre cela, des droits syndicaux complets doivent être rétablis et appliqués. Des mesures devraient être introduites pour garantir que les entreprises ne peuvent pas utiliser l'argument de la «pression concurrentielle» d'autres pays européens pour justifier des salaires plus faibles et la détérioration des conditions de travail.

L'UE devrait traiter les asymétries dans les relations avec les pays voisins, en adoptant des accords asymétriques, favorisant ces pays, et cela devrait se traduire par nouvelle approche des accords d'association, qui régissent ces relations. Le libre-échange devrait être abandonné au profit d'accords différenciés selon les secteurs, avec des périodes de transition très longues. Les pays voisins doivent sauvegarder l'espace politique nécessaire pour renforcer leurs structures productives, et l'aide de l'UE doit être orientée vers la promotion du développement industriel.

En lieu et place de sa politique mercantiliste tournée vers les exportations, l'UE devrait accroître la demande intérieure de manière à absorber davantage de biens et de services importés. Le modèle dominant "OMC + accords bilatéraux de libre-échange" devrait être abandonné afin de tenir compte des asymétries entre les pays. Les subventions agricoles qui faussent les échanges devraient être progressivement éliminées, et les demandes de partenaires commerciaux pour libéraliser les services publics ignorées. Les politiques de développement devraient être réorientées pour soutenir la construction d'économies locales diversifiées, et la construction d'États efficaces dans les pays moins développés soutenue.

L'UE pourrait apporter une contribution importante au développement durable en coordonnant les initiatives des États membres pour Rio II en 2012. Cela pourrait passer par des programmes transnationaux d'emplois verts, liant les préoccupations écologiques et sociales avec les économies d'énergie. La politique agricole commune pourrait également être transformée par un compromis entre l'exigence politique d'alimenter les Européens avec une nourriture de haute qualité à bas prix, le maintien d'agriculteurs actifs qui assurent l'équilibre écologique dans les campagnes et le soutien des échanges agricoles équitables avec le reste du le monde.

Le texte intégral de l'EuroMemorandum s'appuie sur les discussions et les communications présentées au 17ème Atelier sur la politique économique alternative en Europe, organisé par le Groupe EuroMemo, les 16-18 Septembre 2011 à Vienne, en Autriche. Si vous souhaitez recevoir le texte intégral de **l'EuroMemorandum 2012** envoyez un courriel à euromemo@uni-bremen.de.

Pour plus d'informations sur le Groupe EuroMemo, nous contacter ou consulter notre site Internet à l'adresse:

www.euromemo.eu